



## CHAPTER O-5

## CHAPITRE O-5

### Ombudsman Act

### Loi sur l'Ombudsman

#### Chapter Outline

#### Sommaire

Definitions. . . . .	.1
authority — autorité	
common-law partner — conjoint de fait	
Minister — Ministre	
officer — fonctionnaire	
Appointment of Ombudsman. . . . .	.2(1)
Resignation of Ombudsman. . . . .	.2(3)
Salary of Ombudsman. . . . .	.2(4)
Pension and benefits of Ombudsman. . . . .	.2(5)
Pension and benefits for surviving spouse or surviving common-law partner. . . . .	.2(6)
Entitlement of children's guardian to pension and benefits. . . . .	.2(7)
Ombudsman to pay into fund. . . . .	.2(8)
Application of sections 15 to 17 of <i>Provincial Court Act</i> . . . . .	.2(9)
Application of <i>Public Service Superannuation Act</i> . . . . .	.2(10), (11)
Suspension or removal of Ombudsman. . . . .	.3
Interim Ombudsman. . . . .	.4
Acting Ombudsman. . . . .	.4.1
Conflict of interests respecting Ombudsman. . . . .	.5
Oath of Ombudsman. . . . .	.6
Report of Ombudsman. . . . .	.7
Assistants and employees of Ombudsman. . . . .	.8
Delegation of powers by Ombudsman. . . . .	.9
Ombudsman deemed commissioner under <i>Inquiries Act</i> . . . . .	.10
Application of Act. . . . .	.11
Jurisdiction of Ombudsman. . . . .	.12
Petition of Ombudsman. . . . .	.13
Right of Ombudsman to exercise powers. . . . .	.14
Power of Ombudsman to refuse to investigate. . . . .	.15
Ombudsman to inform administrative head of investigation. . . . .	.16
Investigation. . . . .	.17
Witnesses and evidence. . . . .	.18

Définitions. . . . .	.1
autorité — authority	
conjoint de fait — common-law partner	
Ministre — Minister	
fonctionnaire — officer	
Nomination d'un Ombudsman. . . . .	.2(1)
Démission de l'Ombudsman. . . . .	.2(3)
Traitement de l'Ombudsman. . . . .	.2(4)
Pension et prestations de l'Ombudsman. . . . .	.2(5)
Pension et prestations pour le conjoint survivant ou le conjoint de fait survivant. . . . .	.2(6)
Droit du tuteur des enfants à une pension et des prestations. . . . .	.2(7)
L'Ombudsman doit verser un montant dans un fonds. . . . .	.2(8)
Application des articles 15 à 17 de la <i>Loi sur la Cour provinciale</i> . . . . .	.2(9)
Application de la <i>Loi sur la pension de retraite dans les services publics</i> . . . . .	.2(10), (11)
Destitution ou suspension d'un Ombudsman. . . . .	.3
Ombudsman intérimaire. . . . .	.4
Ombudsman suppléant. . . . .	.4.1
Conflit d'intérêts visant l'Ombudsman. . . . .	.5
Serment que doit prêter l'Ombudsman. . . . .	.6
Rapport de l'Ombudsman. . . . .	.7
Adjoints et employés de l'Ombudsman. . . . .	.8
Délégation de pouvoirs par l'Ombudsman. . . . .	.9
Commissaire selon la <i>Loi sur les enquêtes</i> . . . . .	.10
Application de la loi. . . . .	.11
Compétence de l'Ombudsman. . . . .	.12
Requête remise à l'Ombudsman. . . . .	.13
Droit de l'Ombudsman d'exercer ses pouvoirs. . . . .	.14
Pouvoir de l'Ombudsman de refuser d'enquêter. . . . .	.15
L'Ombudsman informe le chef administratif de l'enquête. . . . .	.16
Enquête. . . . .	.17
Témoins et preuve. . . . .	.18

Repealed. . . . .	19
Access to information. . . . .	19.1
Confidentiality of information. . . . .	19.2
Investigation of any authority. . . . .	20
Report of Ombudsman to administrative head. . . . .	21
Duty of Ombudsman to inform petitioner of recommendation. . . . .	22
Effect of lack of form. . . . .	23
Liability of Ombudsman. . . . .	24(1)
Right of the Ombudsman not to be called to give evidence. . . . .	24(2)
Annual report of Ombudsman. . . . .	25
Power of Legislature to make rules respecting Power of Legislature. . . . .	26
Offences and Penalty. . . . .	27
Application of Act. . . . .	28
<b>SCHEDULE A</b>	

Abrogé. . . . .	19
Droit à l'information. . . . .	19.1
Caractère confidentiel des renseignements. . . . .	19.2
Enquête auprès d'une autorité. . . . .	20
Rapport de l'Ombudsman au chef administratif. . . . .	21
Avis au requérant d'une recommandation. . . . .	22
Effet d'un vice de forme. . . . .	23
Immunité en faveur de l'Ombudsman. . . . .	24(1)
Droit de ne pas être appelé à déposer. . . . .	24(2)
Rapport annuel de l'Ombudsman. . . . .	25
Pouvoir de la Législature d'adopter des règles visant l'Ombudsman. . . . .	26
Infractions et peines. . . . .	27
Application de la loi. . . . .	28
<b>ANNEXE A</b>	

## 1 In this Part

“authority” means an authority set out in Schedule A;

“common-law partner” means a person who, not being married to an Ombudsman, was cohabiting in a conjugal relationship with the Ombudsman on the date of the Ombudsman’s death and was cohabiting in a conjugal relationship with the Ombudsman for a continuous period of at least 2 years immediately before the Ombudsman’s death;

“department or agency” Repealed: 1985, c.65, s.1.

“Minister” means a member of the Executive Council;

“officer” means an official, employee or member of an authority.

1967, c.18, s.1; 1976, c.43, s.1; 1985, c.65, s.1; 2008, c.45, s.21.

**1.1** Repealed: 1985, c.65, s.2.

1976, c.43, s.2; 1985, c.65, s.2.

**2(1)** There shall be an Ombudsman appointed by the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Legislative Assembly.

**2(2)** Unless the office sooner becomes vacant, the Ombudsman holds office for ten years

## 1 Dans la présente Partie

« autorité » désigne une autorité définie à l'Annexe A;

« conjoint de fait » désigne la personne qui, sans être mariée à un Ombudsman, vivait dans une relation conjugale avec lui à la date du décès de l'Ombudsman et vivait dans une relation conjugale avec lui depuis une période continue d'au moins deux ans immédiatement avant le décès;

« ministère ou organisme » Abrogé : 1985, c.65, art.1.

« Ministre » désigne un membre du Conseil exécutif;

« fonctionnaire » désigne un cadre, un employé ou un membre d'une autorité.

1967, c.18, art.1; 1976, c.43, art.1; 1985, c.65, art.1; 2008, c.45, art.21.

**1.1** Abrogé : 1985, c.65, art.2.

1976, c.43, art.2; 1985, c.65, art.2.

**2(1)** Un Ombudsman est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de l'Assemblée législative.

**2(2)** À moins que le poste ne devienne vacant plus tôt, l'Ombudsman reste en fonction pendant dix ans

(a) from the date of appointment under subsection (1), or

(b) from the date of appointment under section 4.

**2(2.1)** Subject to subsection (2.2), the Ombudsman shall not be eligible to be reappointed.

**2(2.2)** The Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Legislative Assembly, may extend the term of the Ombudsman for a period of not more than six months in order to allow the Ombudsman to complete an investigation.

**2(3)** The Ombudsman may resign his office by notice in writing addressed to the Speaker of the Legislative Assembly or, if there is no Speaker or the Speaker is absent from New Brunswick, to the Clerk of the Legislative Assembly.

**2(4)** An Ombudsman whose first appointment takes effect on or after the commencement of this subsection receives the same salary as a judge of the Provincial Court.

**2(5)** An Ombudsman whose first appointment takes effect on or after the commencement of this subsection is entitled to receive,

(a) if the Ombudsman holds office for at least two years and becomes afflicted with some permanent infirmity disabling the Ombudsman from the due execution of the Ombudsman's office and resigns or by reason of such infirmity is removed from office,

(b) at the age of sixty-five, if the Ombudsman holds office for at least ten years but ceases to hold office before or upon reaching the age of sixty-five, or

(c) at the time the Ombudsman ceases to hold office, if the Ombudsman holds office for at least ten years but does not cease to hold office until after the Ombudsman reaches the age of sixty-five,

the pension and benefits of a judge of the Provincial Court.

**2(6)** Where an Ombudsman whose first appointment takes effect on or after the commencement of this subsection

a) à compter de la date de la nomination en application du paragraphe (1), ou

b) à compter de la date de la nomination en application de l'article 4.

**2(2.1)** Sous réserve du paragraphe (2.2), l'Ombudsman ne peut être nommé de nouveau à ce poste.

**2(2.2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation de l'Assemblée législative, prolonger le mandat de l'Ombudsman pour une période d'au plus six mois afin de lui permettre de compléter une enquête.

**2(3)** L'Ombudsman peut démissionner en adressant un avis écrit au président de l'Assemblée législative ou, s'il n'y a pas de président ou si le président s'est absenté du Nouveau-Brunswick, au greffier de l'Assemblée législative.

**2(4)** L'Ombudsman dont la première nomination prend effet à l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou après cette date reçoit le même traitement qu'un juge de la Cour provinciale.

**2(5)** L'Ombudsman dont la première nomination prend effet à l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou après cette date a le droit de recevoir la pension et les prestations d'un juge de la Cour provinciale,

a) si l'Ombudsman exerce ses fonctions pendant deux ans au moins avant d'être affligé de quelque infirmité permanente le rendant incapable d'exercer ses fonctions d'Ombudsman et démissionne ou est destitué à cause de cette infirmité,

b) à l'âge de soixante-cinq, si l'Ombudsman exerce ses fonctions pendant au moins dix ans mais cesse de les exercer avant ou au moment d'atteindre l'âge de soixante-cinq, ou

c) au moment où l'Ombudsman cesse d'exercer ses fonctions, si l'Ombudsman exerce ses fonctions pendant au moins dix ans et ne cesse de les exercer qu'après avoir atteint l'âge de soixante-cinq.

**2(6)** Lorsqu'un Ombudsman dont la première nomination prend effet à l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou après cette date

(a) held office for at least two years immediately before the Ombudsman's death, or

(b) immediately before the Ombudsman's death was entitled to receive or was receiving a pension and benefits, or would have been entitled to receive upon reaching the age of sixty-five a pension and benefits under paragraph (5)(b),

the surviving spouse or surviving common-law partner is entitled to receive the same pension and benefits as the surviving spouse or surviving common-law partner of a judge of the Provincial Court, but where an Ombudsman dies before commencing to receive the pension and benefits which the Ombudsman would have been entitled to receive under paragraph (5)(b) upon reaching the age of sixty-five, the surviving spouse or surviving common-law partner is not entitled to commence receiving such pension and benefits until the time at which the Ombudsman would have received the pension and benefits had the Ombudsman lived.

**2(7)** Where an Ombudsman whose first appointment takes effect on or after the commencement of this subsection dies

(a) leaving a child or children under the age of eighteen years and no surviving spouse or surviving common-law partner, or

(b) leaving a child or children under the age of eighteen years and a surviving spouse or surviving common-law partner who dies before such child or children have reached the age of eighteen years,

and the surviving spouse or surviving common-law partner would have been entitled to receive a pension and benefits if the surviving spouse or surviving common-law partner were alive, the guardian of the child or children is entitled to receive, at such time as the surviving spouse or surviving common-law partner would have been so entitled, for the maintenance and education of the child or children, until the child or children reach the age of eighteen years, the same pension and benefits to which the guardian of a child or children of a judge of the Provincial Court would have been entitled to receive.

**2(8)** An Ombudsman whose first appointment takes effect on or after the commencement of this subsection shall, for the purposes of the pension and benefits referred to in subsections (5), (6) and (7), pay, into the same fund into which a judge of the Provincial Court is required to pay,

a) a exercé ses fonctions pendant au moins deux ans immédiatement avant son décès, ou

b) immédiatement avant son décès avait droit à recevoir ou recevait une pension et des prestations ou aurait eu droit à recevoir, au moment d'atteindre soixante-cinq ans, une pension et des prestations en vertu de l'alinéa (5)b),

le conjoint survivant ou le conjoint de fait survivant a le droit de recevoir la même pension et les mêmes prestations que le conjoint survivant ou le conjoint de fait survivant d'un juge de la Cour provinciale, toutefois lorsqu'un Ombudsman décède avant de commencer à recevoir la pension et les prestations qu'un Ombudsman aurait eu droit à recevoir en vertu de l'alinéa (5)b) au moment d'atteindre l'âge de soixante-cinq, le conjoint survivant ou le conjoint de fait survivant n'a le droit de commencer à recevoir une telle pension et de telles prestations qu'au moment où l'Ombudsman aurait reçu la pension et les prestations s'il avait vécu.

**2(7)** Lorsqu'un Ombudsman dont la première nomination prend effet à l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou après cette date décède

a) laissant un ou plusieurs enfants de moins de dix-huit ans mais ne laissant pas de conjoint survivant ou de conjoint de fait survivant, ou

b) laissant un ou plusieurs enfants de moins de dix-huit ans et un conjoint survivant ou un conjoint de fait survivant qui décède avant que cet enfant ou ces enfants aient atteint l'âge de dix-huit ans,

et que le conjoint survivant ou le conjoint de fait survivant aurait eu droit à recevoir une pension et des prestations si le conjoint survivant ou le conjoint de fait survivant avait vécu, le tuteur de l'enfant ou des enfants a le droit de recevoir, à la date que le conjoint survivant ou le conjoint de fait survivant y aurait eu ainsi droit, pour le soutien et l'éducation de l'enfant ou des enfants jusqu'à leur dix-huit ans, la même pension et les mêmes prestations qu'un tuteur de l'enfant ou des enfants d'un juge de la Cour provinciale aurait eu droit à recevoir.

**2(8)** Un Ombudsman dont la première nomination prend effet à l'entrée en vigueur du présent paragraphe ou après cette date doit, aux fins de la pension et des prestations visées aux paragraphes (5), (6) et (7) verser dans le même fonds dans lequel un juge de la Cour provinciale est tenu

the same amount that is required to be paid into that fund by a judge of the Provincial Court.

**2(9)** Except where they are inconsistent with the provisions of this Act, sections 15 to 17 of the *Provincial Court Act* apply, with the necessary modifications, to all matters related to the pension and benefits to which an Ombudsman or the surviving spouse, surviving common-law partner or child or children are entitled, including, without limiting the generality of the foregoing, the amount of the contributions to be made by an Ombudsman, the pension and benefits to which an Ombudsman or the surviving spouse, surviving common-law partner or child or children of an Ombudsman are entitled and the amount, time and manner of payment of such pension and benefits, the circumstances in which an Ombudsman or the surviving spouse, surviving common-law partner or child or children of the Ombudsman are entitled to receive such pension and benefits and the circumstances in which an Ombudsman is entitled to a return of contributions made and the amount to be returned.

**2(10)** Notwithstanding subsections (5) to (9),

(a) subsections (5) to (9) apply only to an Ombudsman whose first appointment takes place on or after June 23, 1988 and to whom the *Provincial Court Act* applied immediately before that appointment, and

(b) the *Public Service Superannuation Act* applies to an Ombudsman whose first appointment takes place on or after June 23, 1988 and to whom the *Provincial Court Act* did not apply immediately before that appointment.

**2(11)** An Ombudsman to whom the *Public Service Superannuation Act* applies under paragraph (10)(b)

(a) shall contribute to the Superannuation Account in accordance with the *Public Service Superannuation Act*, and

(b) shall be deemed to be a contributor and a deputy head for the purposes of that Act.

1967, c.18, s.2; 1979, c.41, s.90; 1988, c.31, s.1; 1994, c.89, s.10; 2007, c.30, s.27; 2007, c.56, s.1; 2008, c.45, s.21.

de le faire, le même montant qu'un juge de la Cour provinciale est tenu de verser dans ce fonds.

**2(9)** Sauf s'ils sont incompatibles avec les dispositions de la présente loi, les articles 15 à 17 de la *Loi sur la Cour provinciale* s'appliquent, avec les modifications nécessaires, à toutes matières portant sur la pension et les prestations auxquelles un Ombudsman, son conjoint survivant, son conjoint de fait survivant ou son ou ses enfants ont droit, y compris, sans limiter la généralité de ce qui précède, le montant des cotisations à faire par un Ombudsman, la pension et les prestations auxquelles un Ombudsman ou son conjoint survivant, son conjoint de fait survivant ou son ou ses enfants ont droit, et le montant, la date de paiement et la manière de payer une telle pension et de telles prestations, les circonstances dans lesquelles un Ombudsman ou son conjoint survivant, son conjoint de fait survivant ou son ou ses enfants ont droit à recevoir une telle pension et de telles prestations, ainsi que les circonstances dans lesquelles un Ombudsman a droit à un remboursement des cotisations versées et le montant à rembourser.

**2(10)** Nonobstant les paragraphes (5) à (9),

a) les paragraphes (5) à (9) s'appliquent seulement à un Ombudsman dont la première nomination a lieu le ou après le 23 juin 1988, et qui était soumis à la *Loi sur la Cour provinciale* immédiatement avant cette nomination, et

b) la *Loi sur la pension de retraite dans les services publics* s'applique à un Ombudsman dont la première nomination a lieu le ou après le 23 juin 1988 et qui n'était pas soumis à la *Loi sur la Cour provinciale* immédiatement avant cette nomination.

**2(11)** Un Ombudsman à qui la *Loi sur la pension de retraite dans les services publics* s'applique en vertu de l'alinéa (10)b)

a) doit cotiser au compte de pension conformément à la *Loi sur la pension de retraite dans les services publics*, et

b) est réputé être un cotisant et un administrateur général aux fins de cette loi.

1967, c.18, art.2; 1979, c.41, art.90; 1988, c.31, art.1; 1994, c.89, art.10; 2007, c.30, art.27; 2007, c.56, art.1; 2008, c.45, art.21.

**3(1)** The Lieutenant-Governor in Council, upon an address in which two-thirds of the members of the Legislative Assembly concur, may remove the Ombudsman from office for cause or incapacity due to illness or other cause.

**3(1.1)** The Lieutenant-Governor in Council, upon an address in which a majority of the members of the Legislative Assembly voting concur, may suspend the Ombudsman, with or without pay, pending an investigation which may lead to removal under subsection (1).

**3(2)** When the Legislature is not in session, a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick may, upon an application by the Lieutenant-Governor in Council, suspend the Ombudsman from office for cause or incapacity due to illness or any other cause.

**3(3)** Where the Lieutenant-Governor in Council makes an application under subsection (2) the practice and procedure of The Court of Queen's Bench of New Brunswick respecting applications applies.

**3(4)** Where a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick suspends the Ombudsman under subsection (2) that judge

(a) shall appoint an acting Ombudsman to hold office until the suspension has been dealt with by the Legislative Assembly, and

(b) shall table a report of the suspension within ten days following the commencement of the next ensuing session of the Legislature.

**3(5)** No suspension under subsection (2) shall continue beyond the end of the next ensuing session of the Legislature.

**3(6)** Disclosure by the Ombudsman of information which the Ombudsman is required to keep confidential under this Act shall be grounds for removal from office under this section.

1967, c.18, s.3; 1979, c.41, s.90; 2007, c.56, s.2.

**4(1)** Where the Ombudsman dies, retires, resigns or is removed from office, the vacancy shall be filled in accordance with subsections (2) and (3).

**3(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur adresse approuvée par les deux tiers des députés de l'Assemblée législative, destituer l'Ombudsman pour un motif valable, une incapacité due à la maladie ou pour toute autre raison.

**3(1.1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur adresse approuvée par la majorité des députés de l'Assemblée législative prenant part au vote, suspendre l'Ombudsman, avec ou sans traitement, pendant la tenue d'une enquête pouvant mener à la destitution prévue au paragraphe (1).

**3(2)** Lorsque la Législature ne siège pas, un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick peut suspendre l'Ombudsman pour un motif valable, une incapacité due à la maladie ou pour toute autre raison, à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil.

**3(3)** Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil fait une demande en application du paragraphe (2), la pratique et la procédure de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick relatives aux demandes sont applicables.

**3(4)** Lorsqu'un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick suspend l'Ombudsman en vertu du paragraphe (2), ce juge

a) doit nommer un Ombudsman intérimaire qui doit rester en fonctions jusqu'à ce que l'Assemblée législative ait statué sur la suspension, et

b) doit présenter un rapport de la suspension dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante de la Législature.

**3(5)** Aucune suspension en vertu du paragraphe (2) n'est valable après la clôture de la session suivante de la Législature.

**3(6)** La divulgation par l'Ombudsman de renseignements dont il est tenu d'assurer la confidentialité aux termes de la présente loi constitue un motif suffisant pour le démettre de ses fonctions.

1967, c.18, art.3; 1979, c.41, art.90; 2007, c.56, art.2.

**4(1)** Lorsque l'Ombudsman décède, prend sa retraite, démissionne ou est destitué, il est suppléé à la vacance conformément aux dispositions des paragraphes (2) et (3).

**4(2) Where**

(a) the office of Ombudsman becomes vacant when the Legislature is in session but no recommendation is made by the Legislative Assembly before the close of that session, or

(b) the office of Ombudsman becomes vacant when the Legislature is not in session,

the Lieutenant-Governor in Council may appoint an Ombudsman to hold office until his appointment is confirmed by the Legislative Assembly in accordance with subsection (3).

**4(3)** Where an appointment under subsection (2) is not confirmed within 30 days of the next ensuing session of the Legislature, the appointment terminates and the office of Ombudsman is vacant.

1967, c.18, s.4.

**4.1(1)** Where the office of Ombudsman is vacant or the Ombudsman has been suspended under subsection 3(1.1), the Lieutenant-Governor in Council may appoint an acting Ombudsman to hold office until a person is appointed as Ombudsman or until the suspension has elapsed.

**4.1(2)** An acting Ombudsman, while in office, has the powers and duties and shall perform the functions of the Ombudsman and shall be paid such salary or other remuneration and expenses as the Lieutenant-Governor in Council may fix.

1981, c.57, s.1; 2007, c.56, s.3.

**5(1)** The Ombudsman shall not be a member of the Legislative Assembly and shall not hold any other office of trust or profit or engage in any occupation for reward outside the duties of the office of Ombudsman without the prior approval in each case by the Legislative Assembly or the Lieutenant-Governor in Council when the Legislature is not in session.

**5(2)** Notwithstanding subsection (1), the Ombudsman may also hold the office of Child and Youth Advocate.

1967, c.18, s.5; 2007, c.56, s.4.

**6(1)** Before entering upon the exercise of the duties of his office the Ombudsman shall take an oath that he will faithfully and impartially perform the duties of his office and will not divulge any information received by him un-

**4(2) Lorsque**

a) le poste d'ombudsman devient vacant pendant une session de la Législature mais que l'Assemblée législative ne fait pas de recommandation avant la clôture de la session, ou

b) que le poste d'ombudsman devient vacant alors que la Législature ne siège pas,

le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un Ombudsman qui reste en fonctions jusqu'à ce que l'Assemblée législative approuve sa nomination conformément aux dispositions du paragraphe (3).

**4(3)** Lorsqu'une nomination faite en vertu du paragraphe (2) n'a pas été approuvée dans les trente jours du début de la session suivante de la Législature, la nomination prend fin et le poste d'ombudsman devient vacant.

1967, c.18, art.4.

**4.1(1)** Lorsque le poste d'Ombudsman est vacant ou lorsque ce dernier a été suspendu en vertu du paragraphe 3(1.1), le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un Ombudsman suppléant pour remplir le poste jusqu'à la nomination d'un Ombudsman ou la fin de la suspension.

**4.1(2)** Un Ombudsman suppléant en fonction a les pouvoirs et les attributions de l'Ombudsman et il doit en remplir les fonctions et il reçoit le traitement ou autres rémunérations et indemnités que peut fixer le lieutenant-gouverneur en conseil.

1981, c.57, art.1; 2007, c.56, art.3.

**5(1)** L'Ombudsman ne doit pas être député de l'Assemblée législative et ne doit pas détenir un poste de confiance ou un emploi rémunéré ni remplir des fonctions rémunérées autres que les fonctions de son poste sans avoir obtenu, pour chaque cas particulier, le consentement préalable de l'Assemblée législative ou du lieutenant-gouverneur en conseil lorsque la Législature ne siège pas.

**5(2)** Nonobstant le paragraphe (1), l'Ombudsman peut occuper à la fois le poste d'ombudsman et celui de défenseur des enfants et de la jeunesse.

1967, c.18, art.5; 2007, c.56, art.4.

**6(1)** Avant de commencer à exercer ses fonctions, l'Ombudsman doit prêter le serment de remplir les fonctions de son poste avec loyauté et impartialité et de ne divulguer

der this Act except for the purpose of giving effect to this Act.

**6(2)** The Speaker or the Clerk of the Legislative Assembly shall administer the oath referred to in subsection (1).

1967, c.18, s.6; 2007, c.30, s.27.

**7** Notwithstanding section 6, the Ombudsman may disclose in a report made by him under this Act any matters that in his opinion are necessary to disclose in order to establish grounds for his conclusions and recommendations.

1967, c.18, s.7.

**8(1)** The Ombudsman may appoint such assistants and employees as he deems necessary for the efficient carrying out of his functions under this Act.

**8(2)** Before performing any official duty under this Act a person appointed under subsection (1) shall take an oath, administered by the Ombudsman, that he will not divulge any information received by him under this Act, except for the purpose of giving effect to this Act.

**8(3)** The Ombudsman may share employees and the cost of such employees with the Office of the Child and Youth Advocate.

1967, c.18, s.8; 1987, c.6, s.77; 2007, c.56, s.5.

**9(1)** The Ombudsman may, in writing under his signature, delegate to any person any of his powers under this Act except the power of delegation and the power to make a report under this Act.

**9(1.1)** Notwithstanding subsection (1), if the Ombudsman is in a conflict of interest with respect to a matter referred to the Ombudsman, the Ombudsman may delegate in writing to any person any power with respect to that matter, including the power to make a report.

**9(2)** A person purporting to exercise power of the Ombudsman by virtue of a delegation under subsection (1) or (1.1) shall produce evidence of his authority to exercise that power when required to do so.

aucun renseignement qu'il a reçu en vertu de la présente loi, si ce n'est en vue de l'application de celle-ci.

**6(2)** Le président de l'Assemblée législative ou le greffier de l'Assemblée législative doit déférer le serment visé au paragraphe (1).

1967, c.18, art.6; 2007, c.30, art.27.

**7** Nonobstant l'article 6, l'Ombudsman peut divulguer, dans un rapport qu'il présente en application de la présente loi, toute affaire dont la divulgation est à son avis nécessaire afin de fonder ses conclusions et ses recommandations.

1967, c.18, art.7.

**8(1)** L'Ombudsman peut nommer les adjoints et employés qu'il juge nécessaires pour assurer l'exercice efficace des fonctions que lui confère la présente loi.

**8(2)** Avant d'exercer toute fonction officielle que lui confère la présente loi, une personne nommée en application du paragraphe (1) doit prêter devant l'Ombudsman le serment de ne divulguer aucun renseignement qu'il a reçu en vertu de la présente loi, si ce n'est en vue de l'application de celle-ci.

**8(3)** L'Ombudsman et le Bureau du défenseur des enfants et de la jeunesse peuvent se partager les services des employés ainsi que les frais reliés à leur embauche.

1967, c.18, art.8; 1987, c.6, art.77; 2007, c.56, art.5.

**9(1)** L'Ombudsman peut, au moyen d'un document revêtu de sa signature, déléguer à toute personne tout pouvoir que lui confère la présente loi, à l'exclusion du pouvoir de délégation et de celui de présenter un rapport en application de la présente loi.

**9(1.1)** Nonobstant le paragraphe (1), si l'Ombudsman se trouve placé en situation de conflit d'intérêts relativement à une affaire qui lui a été soumise, il peut déléguer par écrit à toute personne tout pouvoir relativement à cette affaire, incluant le pouvoir de déléguer et celui de présenter un rapport.

**9(2)** Quiconque prétend exercer tout pouvoir de l'Ombudsman en vertu d'une délégation prévue au paragraphe (1) ou (1.1) doit fournir la preuve qu'il est autorisé à exercer ces pouvoirs lorsqu'il en est requis.

**9(3)** The Lieutenant-Governor in Council may prescribe by regulation circumstances that give rise to a conflict of interest for the purposes of subsection (1.1).

1967, c.18, s.9; 2007, c.56, s.6.

**10** For the purposes of this Act, the Ombudsman is a commissioner under the *Inquiries Act*.

1967, c.18, s.10.

**11** This Act does not apply

(a) to judges and functions of any court of New Brunswick, and

(b) to deliberations and proceedings of the Executive Council or any committee thereof.

1967, c.18, s.11.

**12(1)** Subject to subsection (2), the Ombudsman may, either on a written petition made to him or on his own motion, investigate a decision or recommendation made, an act done or omitted or a procedure used with respect to a matter of administration by an authority or any officer thereof whereby any person is aggrieved or, in the opinion of the Ombudsman, may be aggrieved.

**12(2)** Notwithstanding subsection (1), the Ombudsman shall not investigate

(a) any decision, recommendation, act or omission in respect of which there is under any Act an express right of appeal or objection or an express right to apply for a review on the merits of the case to any court or to any tribunal constituted by or under any Act until that right of appeal or objection or application has been exercised in the particular case or until the time prescribed for the exercise of that right has expired,

(b) any decision, recommendation, act or omission of any person acting as solicitor or counsel for an authority, or

(c) a matter that is being or has been investigated or reviewed by the Office of the Child and Youth Advocate or the New Brunswick Human Rights Commission.

**12(3)** Where a question arises as to the jurisdiction of the Ombudsman to investigate a grievance under this Act, he may apply to The Court of Queen's Bench of New

**9(3)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire par règlement les circonstances qui donnent lieu à un conflit d'intérêts aux fins du paragraphe (1.1).

1967, c.18, art.9; 2007, c.56, art.6.

**10** Pour l'application de la présente loi, l'Ombudsman a la qualité d'un commissaire selon la *Loi sur les enquêtes*.

1967, c.18, art.10.

**11** La présente loi ne s'applique pas

a) aux juges ni aux fonctions de toute cour du Nouveau-Brunswick, ni

b) aux délibérations et aux travaux du Conseil exécutif ou de tout comité de ce Conseil.

1967, c.18, art.11.

**12(1)** Sous réserve du paragraphe (2), l'Ombudsman peut, sur requête écrite à lui adressée ou de sa propre initiative, enquêter sur une décision ou une recommandation, action, omission ou procédure émanant d'une autorité ou d'un de ses fonctionnaires en matière administrative, si elles causent ou peuvent, à son avis, causer un préjudice à une personne.

**12(2)** Indépendamment du paragraphe (1), l'Ombudsman ne peut enquêter

a) sur une décision, recommandation, action ou omission pour laquelle une loi prévoit expressément un droit d'appel ou d'opposition ou le droit de demander une révision au fond devant toute cour ou tout tribunal constitué sous le régime d'une loi, avant que cette voie de recours n'ait été exercée en l'espèce ou qu'ait expiré le délai imparti pour l'exercer,

b) sur une décision, recommandation, action ou omission d'une personne agissant en qualité d'avocat ou de conseil d'une autorité, ou

c) sur une affaire qui fait l'objet d'une enquête ou d'une révision ou qui a été enquêtée ou révisée par le Bureau du défenseur des enfants et de la jeunesse ou par la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick.

**12(3)** Lorsque la compétence qu'a l'Ombudsman d'enquêter sur un grief en application de la présente loi est remise en question, celui-ci peut demander à la Cour du Banc

Brunswick for a declaratory order determining the question.

1967, c.18, s.12; 1976, c.43, s.3; 1981, c.57, s.2; 1985, c.65, s.3; 2007, c.56, s.7.

**13(1)** A person may apply by written petition to the Ombudsman to investigate a grievance.

**13(2)** Notwithstanding sections 15, 21 and 22, a committee of the Legislative Assembly may refer any petition that is before the committee for consideration or any matter relating to such a petition to the Ombudsman for investigation and report.

**13(3)** Notwithstanding sections 15, 21 and 22, where a matter has been referred to the Ombudsman under subsection (2), the Ombudsman, subject to any special directions of the committee, shall investigate the matter as far as it is within his jurisdiction and shall make such report to the committee as he thinks fit.

**13(4)** Notwithstanding any Act, where a letter written by a person in custody on a charge or after conviction of any offence or by any inmate of any private sanatorium or psychiatric facility is addressed to the Ombudsman, it shall be immediately forwarded unopened to the Ombudsman by the person in charge of the place or institution where the writer of the letter is detained or of which he is an inmate.

1967, c.18, s.13; 1992, c.52, s.24.

**14** Notwithstanding any other Act that provides that a decision, recommendation, act or omission is final or that no appeal lies in respect thereof or that no proceeding, decision, recommendation, act or omission of an authority or officer thereof is to be challenged, reviewed, quashed or called in question, the Ombudsman may exercise the powers of his office.

1967, c.18, s.14; 1985, c.65, s.4.

**15(1)** The Ombudsman, in his discretion, may refuse to investigate or may cease to investigate a grievance if

(a) an adequate remedy or right of appeal already exists whether or not the petitioner has availed himself of the remedy or right of appeal,

(b) it is trivial, frivolous, vexatious or not made in good faith,

de la Reine du Nouveau-Brunswick de rendre une ordonnance déclaratoire sur la question.

1967, c.18, art.12; 1976, c.43, art.3; 1981, c.57, art.2; 1985, c.65, art.3; 2007, c.56, art.7.

**13(1)** Toute personne peut demander à l'Ombudsman d'enquêter sur un grief en lui faisant parvenir une requête par écrit.

**13(2)** Nonobstant les articles 15, 21 et 22, un comité de l'Assemblée législative peut renvoyer toute requête qui lui est soumise, ou toute question relative à une telle requête, à l'Ombudsman pour qu'il fasse une enquête et présente un rapport.

**13(3)** Nonobstant les articles 15, 21 et 22, lorsqu'une question a été renvoyée à l'Ombudsman en application du paragraphe (2), celui-ci doit, sous réserve des instructions spéciales qu'il peut recevoir du comité, enquêter sur l'affaire dans les limites de sa compétence et présenter au comité le rapport qu'il juge approprié.

**13(4)** Nonobstant toute loi, lorsqu'une lettre écrite par une personne sous garde après avoir été accusée ou déclarée coupable d'une infraction ou par une personne qui est placée dans un sanatorium ou un établissement psychiatrique privés est adressée à l'Ombudsman, elle doit lui être transmise immédiatement, sans avoir été ouverte, par le responsable du lieu ou de l'établissement où l'auteur de la lettre est sous garde ou placé.

1967, c.18, art.13; 1992, c.52, art.24.

**14** L'Ombudsman peut exercer les pouvoirs de sa charge nonobstant toute autre loi prévoyant que des décisions, recommandation, acte ou omission sont définitifs et ne peuvent faire l'objet d'un appel et que nulle procédure, décision, recommandation, nul acte ou nulle omission d'une autorité ou d'un de ses fonctionnaires ne doit être contesté, révisé, annulé ou mis en question.

1967, c.18, art.14; 1985, c.65, art.4.

**15(1)** L'Ombudsman peut, à sa discrétion, refuser ou cesser d'enquêter sur un grief

a) s'il existe déjà un recours suffisant ou un droit d'appel, que le requérant s'en soit prévalu ou non,

b) si ce grief est futile, frivole, vexatoire ou est fait de mauvaise foi,

(c) having regard to all the circumstances of the case, further investigation is unnecessary,

(d) it relates to any decision, recommendation, act or omission that the petitioner has had knowledge of for more than one year before petitioning,

(e) the petitioner does not have a sufficient personal interest in the subject matter of the grievance, or

(f) upon a balance of convenience between the public interest and the person aggrieved, the Ombudsman is of the opinion that the grievance should not be investigated.

**15(2)** Where the Ombudsman decides not to investigate or to cease to investigate a grievance he shall inform the petitioner and any other interested person of his decision and may state his reasons therefor.

1967, c.18, s.15.

**16** Before investigating a grievance, the Ombudsman shall inform the administrative head of the authority concerned of his intention to investigate.

1967, c.18, s.16; 1976, c.43, s.4; 1985, c.65, s.5.

**17(1)** Every investigation under this Act shall be conducted in private.

**17(2)** Subject to this Act, the Ombudsman may hear or obtain information from any person and may make inquiries.

**17(3)** The Ombudsman may hold hearings under this Act but, subject to subsection (4), no person is entitled as of right to be heard by the Ombudsman.

**17(4)** Where during an investigation the Ombudsman is satisfied that there is *prima facie* proof that a decision or recommendation made, an act done or omitted or a procedure used with respect to a matter of administration by an authority or officer thereof caused a grievance or gave cause for a grievance, he shall so advise the administrative head of the authority or officer thereof and shall give that authority or officer thereof an opportunity to be heard.

**17(5)** An authority or officer thereof appearing at a hearing under subsection (4) is entitled to counsel.

c) si, étant donné les circonstances en l'espèce, il n'est pas nécessaire de pousser l'enquête plus loin,

d) si ce grief a trait à une décision, une recommandation, un acte ou une omission dont le requérant a eu connaissance plus d'un an avant de faire la requête,

e) si le requérant n'a pas un intérêt personnel suffisant dans ce qui fait l'objet du grief, ou

f) si, après avoir mis en balance l'intérêt public et celui de la personne lésée, l'Ombudsman est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'enquêter sur le grief.

**15(2)** Lorsque l'Ombudsman décide de ne pas enquêter ou de cesser d'enquêter sur un grief, il doit en informer le requérant et tout autre intéressé et peut donner les motifs de sa décision.

1967, c.18, art.15.

**16** Avant d'enquêter sur un grief, l'Ombudsman doit informer de son intention le chef administratif de l'autorité concernée.

1967, c.18, art.16; 1976, c.43, art.4; 1985, c.65, art.5.

**17(1)** Toute enquête effectuée en application de la présente loi est menée à titre confidentiel.

**17(2)** Sous réserve de la présente loi, l'Ombudsman peut entendre toute personne ou obtenir d'elle des renseignements et mener des enquêtes.

**17(3)** L'Ombudsman peut procéder à des auditions en application de la présente loi, mais, sous réserve du paragraphe (4), nul ne peut exiger de plein droit d'être entendu par l'Ombudsman.

**17(4)** S'il acquiert, au cours d'une enquête, la conviction qu'il existe une preuve, à sa face même, qu'une décision ou une recommandation, action, omission ou procédure émanant d'une autorité ou d'un de ses fonctionnaires en matière administrative, cause ou peut causer un préjudice, l'Ombudsman doit en informer le chef administratif de l'autorité, ou le fonctionnaire en cause et leur donner l'occasion de se faire entendre.

**17(5)** Une autorité ou un de ses fonctionnaires comparissant à une audition en application du paragraphe (4) a le droit d'être représentée par un conseil.

**17(6)** The Ombudsman may at any time during or after an investigation consult any Minister who is concerned in the matter of the investigation.

**17(7)** On the request of any Minister in relation to an investigation or in any case where an investigation relates to a recommendation made to a Minister, the Ombudsman shall consult that Minister after making the investigation and before forming a final opinion on any matter referred to in subsection 21(1).

**17(8)** Where during or after an investigation the Ombudsman is of the opinion that there is evidence of a breach of duty or misconduct by an authority or officer thereof, he shall refer that matter to the administrative head of that authority.

**17(9)** Subject to this Act and any rules made under section 26, the Ombudsman may regulate his procedure.

1967, c.18, s.17; 1976, c.43, s.5; 1985, c.65, s.6; 1987, c.6, s.77.

**18(1)** Repealed: 2007, c.56, s.8.

**18(2)** The Ombudsman may summon before him and examine on oath

(a) any officer of an authority who in his opinion is able to give any information referred to in subsection 19.1(2),

(b) any petitioner, and

(c) with the approval of the Attorney General, any other person who in the opinion of the Ombudsman is able to give any information referred to in subsection 19.1(2).

**18(3)** The oath referred to in subsection (2) shall be administered by the Ombudsman.

**18(4)** Repealed: 2007, c.56, s.8.

**18(5)** Repealed: 2007, c.56, s.8.

**18(6)** The rules for taking evidence in The Court of Queen's Bench of New Brunswick apply to evidence given by a person required to give information, answer questions and produce documents or papers under this Act.

**17(6)** L'Ombudsman peut, en tout temps pendant ou après une enquête, consulter tout ministre que le sujet de l'enquête concerne.

**17(7)** Sur demande d'un ministre à l'occasion d'une enquête ou dans toute affaire où une enquête se rapporte à une recommandation faite à un ministre, l'Ombudsman doit consulter ce ministre après avoir enquêté et avant de se faire une opinion définitive sur toute question visée au paragraphe 21(1).

**17(8)** Lorsque, pendant ou après une enquête, l'Ombudsman est d'avis qu'il y a des preuves qu'une autorité ou un de ses fonctionnaires a manqué à ses devoirs ou a fait preuve d'inconduite, il doit en référer au chef administratif de cette autorité.

**17(9)** Sous réserve de la présente loi et de toutes règles établies en application de l'article 26, l'Ombudsman peut fixer les procédures qu'il entend suivre.

1967, c.18, art.17; 1976, c.43, art.5; 1985, c.65, art.6; 1987, c.6, art.77.

**18(1)** Abrogé : 2007, c.56, art.8.

**18(2)** L'Ombudsman peut sommer de comparaître devant lui et interroger sous serment

a) tout fonctionnaire d'une autorité qu'il juge capable de fournir tout renseignement visé au paragraphe 19.1(2),

b) tout requérant, et

c) avec l'approbation du procureur général, toute autre personne qu'il juge capable de fournir tout renseignement visé au paragraphe 19.1(2).

**18(3)** L'Ombudsman fait prêter le serment prévu au paragraphe (2).

**18(4)** Abrogé : 2007, c.56, art.8.

**18(5)** Abrogé : 2007, c.56, art.8.

**18(6)** Les règles d'administration de la preuve devant la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick sont applicables à la preuve fournie par une personne tenue de communiquer des renseignements, de répondre à des questions et de produire des documents ou des pièces en application de la présente loi.

**18(7)** Any person required to attend a hearing under this Act is entitled to the same fees, allowances and expenses as if he were a witness in The Court of Queen's Bench of New Brunswick.

**18(8)** Except on the trial of a person for perjury, evidence given by any person in proceedings before the Ombudsman and evidence of any proceeding before the Ombudsman is not admissible against any person in any court or in any proceedings of a judicial nature.

**18(9)** No person is liable for an offence against any Act by reason of his compliance with any requirement of the Ombudsman under this Act.

1967, c.18, s.18; 1979, c.41, s.90; 1981, c.6, s.1; 1985, c.65, s.7; 2007, c.56, s.8; 2008, c.29, s.7.

**19** Repealed: 2007, c.56, s.9.

1967, c.18, s.19; 1968, c.44, s.1; 1981, c.6, s.1; 2007, c.56, s.9.

**19.1(1)** Notwithstanding any other Act or claim of privilege, and subject to subsection (3), the Ombudsman has a right to all information and documentation that is necessary to enable the Ombudsman to perform the duties and exercise the powers under this Act.

**19.1(2)** Subject subsection (3), if the Ombudsman requests a person to provide information relating to a matter being investigated by the Ombudsman and the Ombudsman is of the opinion that the person is able to provide the information, the person shall provide the information and produce any documents or papers that, in the opinion of the Ombudsman, relate to the matter and that may be in the possession or under the control of the person.

**19.1(3)** The Ombudsman does not have a right to the following information or documents:

- (a) information or documents protected by a claim of solicitor-client privilege; and
- (b) information or documents certified by the Attorney General as disclosing the following:
  - (i) the deliberations of the Executive Council; or

**18(7)** Quiconque est tenu de comparaître lors d'une audition en application de la présente loi a droit au paiement des mêmes indemnités et frais que s'il était un témoin devant la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick.

**18(8)** Sauf dans le cas d'un procès pour parjure, la preuve apportée par une personne dans des procédures devant l'Ombudsman et la preuve recueillie lors de toute procédure devant l'Ombudsman n'est pas admissible à l'encontre d'une personne devant un tribunal ou dans des procédures de nature judiciaire.

**18(9)** Nul ne peut être poursuivi en raison d'une infraction à une loi quelconque parce qu'il s'est conformé à une exigence de l'Ombudsman en application de la présente loi.

1967, c.18, art.18; 1979, c.41, art.90; 1981, c.6, art.1; 1985, c.65, art.7; 2007, c.56, art.8; 2008, c.29, art.7.

**19** Abrogé : 2007, c.56, art.9.

1967, c.18, art.19; 1968, c.44, art.1; 1981, c.6, art.1; 2007, c.56, art.9.

**19.1(1)** Nonobstant toute autre loi ou réclamation de privilège et sous réserve du paragraphe (3), l'Ombudsman a droit à tous renseignements et documents qui sont nécessaires afin de lui permettre de remplir les fonctions et d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi.

**19.1(2)** Sous réserve du paragraphe (3), si l'Ombudsman demande à une personne qu'il juge capable de fournir des renseignements concernant une affaire sur laquelle il est en train d'enquêter, de fournir ces renseignements, cette personne doit le faire et produire les documents et les pièces qui, selon l'Ombudsman, se rapportent à l'affaire et qui peuvent être en sa possession ou sous son contrôle.

**19.1(3)** L'Ombudsman n'a pas accès aux renseignements ou documents suivants :

- a) les renseignements protégés par le secret professionnel qui lie un avocat à son client;
- b) les renseignements ou documents certifiés par le Procureur général divulguant ce qui suit :
  - (i) la teneur des délibérations du Conseil exécutif;

(ii) the proceedings of the Executive Council or a committee of the Executive Council.

**19.1(4)** Subject to subsection (3), a rule of law that authorizes or requires the following does not apply to an investigation by or proceeding before the Ombudsman:

(a) the withholding of a document, paper or thing on the ground that disclosure of the document, paper or thing would be injurious to the public interest; or

(b) the refusal to answer a question on the ground that answering the question would be injurious to the public interest.

2007, c.56, s.10.

**19.2(1)** The Ombudsman, employees of the Office of the Ombudsman and any person appointed to assist the Ombudsman pursuant to a contract for professional services shall keep confidential all information and other matters that come to their knowledge in the exercise of their duties or functions under this Act, unless required to disclose it by law or in furtherance of the Ombudsman's mandate under this Act.

**19.2(2)** Notwithstanding subsection (1), and subject to subsection (3), the Ombudsman may disclose in a report made under this Act those matters which the Ombudsman considers necessary to disclose in order to establish grounds for his or her conclusions and recommendations.

**19.2(3)** The Ombudsman, employees of the Office of the Ombudsman and any person appointed to assist the Ombudsman pursuant to a contract for professional services shall not disclose to any person the following information, unless the information is disclosed in accordance with the provisions of the relevant Act:

(a) information that would identify a person who makes a report under section 31.1 of the *Education Act*;

(b) information in a record maintained with respect to a pupil that is inaccessible pursuant to subsection 54(3) of the *Education Act*;

(c) information that would identify a person who gives information under section 30 or subsection 35.1(1) of the *Family Services Act*;

(ii) les travaux du Conseil exécutif ou de ses comités.

**19.1(4)** Sous réserve du paragraphe (3), ne s'applique pas aux enquêtes de l'Ombudsman ni à la procédure qui a lieu devant lui une règle de droit qui autorise ou exige l'une des actions suivantes :

a) la rétention de documents, pièces ou objets pour le motif que le fait de divulguer ces documents, pièces ou objets serait préjudiciable à l'intérêt public;

b) le refus de répondre à toutes questions pour le motif que le fait de répondre à ces questions serait préjudiciable à l'intérêt public.

2007, c.56, art.10.

**19.2(1)** L'Ombudsman, les membres du personnel du Bureau de l'Ombudsman et toute personne nommée pour l'assister en vertu d'un contrat de services professionnels doivent protéger la confidentialité de tout renseignement ou de toute question dont ils prennent connaissance dans l'exercice des fonctions que leur confère la présente loi, à moins qu'ils n'y soient tenus par la loi ou qu'ils ne le fassent dans l'exécution du mandat de l'Ombudsman en vertu de la présente loi.

**19.2(2)** Nonobstant le paragraphe (1) et sous réserve du paragraphe (3), l'Ombudsman peut divulguer, dans un rapport qu'il prépare en vertu de la présente loi, les questions qu'il estime nécessaires de divulguer afin de justifier ses conclusions et ses recommandations.

**19.2(3)** L'Ombudsman, les membres du personnel du Bureau de l'Ombudsman et toute personne nommée pour l'assister en vertu d'un contrat de services professionnels ne peut divulguer les renseignements suivants, sauf si les renseignements sont divulgués conformément aux dispositions suivantes de la loi pertinente :

a) les renseignements qui révélerait l'identité d'une personne qui fait un rapport en vertu de l'article 31.1 de la *Loi sur l'éducation*;

b) les renseignements dans un dossier d'un élève qui ne sont pas accessibles aux termes du paragraphe 54(3) de la *Loi sur l'éducation*;

c) les renseignements qui révélerait l'identité d'une personne qui donne des renseignements aux termes de l'article 30 ou du paragraphe 35.1(1) de la *Loi sur les services à la famille*;

(d) information protected by section 91 of the *Family Services Act*;

(e) information protected from disclosure by section 16.1 or 17 of the *Mental Health Act*;

(f) information that if disclosed would, in the opinion of the Minister who holds the information, be detrimental to the well-being, security, health or care of any person;

(g) information that would identify a person without the person's consent; and

(h) information that the Ombudsman does not have a right of access to under section 19.1.

**19.2(4)** Failure by an employee to comply with subsection (1) or (3) is sufficient grounds for dismissal or other disciplinary action as the Ombudsman considers appropriate.

**19.2(5)** For the purposes of this section, an employee of the Office of the Ombudsman includes an employee of the Office of the Child and Youth Advocate that is shared with the Ombudsman under subsection 8(3).

2007, c.56, s.10.

**20(1)** For the purposes of this Act the Ombudsman may enter upon any premises occupied by any authority and, subject to sections 18 and 19, carry out any investigation within his jurisdiction.

**20(2)** Before entering any premises under subsection (1) the Ombudsman shall notify the administrative head of the authority of his intention to do so.

1967, c.18, s.20; 1976, c.43, s.6; 1985, c.65, s.8.

**21(1)** Where upon investigation the Ombudsman is of the opinion that a grievance exists or may exist because

(a) a decision, recommendation, act or omission or procedure used that was the subject matter of the investigation was

(i) contrary to law,

(ii) unreasonable, unjust, oppressive or improperly discriminatory,

d) les renseignements protégés par l'article 91 de la *Loi sur les services à la famille*;

e) les renseignements protégés contre la divulgation par l'article 16.1 ou 17 de la *Loi sur la santé mentale*;

f) des renseignements qui, si divulgués, pourraient être, de l'avis du Ministre qui détient les renseignements, préjudiciables au bien-être, à la sécurité, à la santé ou au soin d'une personne;

g) des renseignements qui, sans son consentement, identifieraient une personne;

h) des renseignements auxquels l'Ombudsman n'a pas droit d'accès en vertu de l'article 19.1.

**19.2(4)** Le non-respect des exigences du paragraphe (1) ou (3) par un employé constitue un motif suffisant pour congédiement ou pour toute autre mesure disciplinaire que l'Ombudsman estime indiquée.

**19.2(5)** Les employés du Bureau du défenseur des enfants et de la jeunesse, dont les services sont partagés avec le bureau de l'Ombudsman, sont visés par le présent article.

2007, c.56, art.10.

**20(1)** Pour l'application de la présente loi, l'Ombudsman peut pénétrer dans tout local occupé par toute autorité et, sous réserve des articles 18 et 19, effectuer une enquête dans les limites de sa compétence.

**20(2)** Avant de pénétrer dans tout local en vertu du paragraphe (1), l'Ombudsman doit aviser le chef administratif de l'autorité de son intention.

1967, c.18, art.20; 1976, c.43, art.6; 1985, c.65, art.8.

**21(1)** Lorsque, après une enquête, l'Ombudsman est d'avis qu'un motif de grief existe ou peut exister en raison du fait

a) qu'une décision, recommandation, action, omission ou procédure ayant fait l'objet de l'enquête

(i) était contraire à la loi;

(ii) était injuste, opprimante ou injustement discriminatoire;

- |   |   |
|---|---|
| <p>(iii) made, done or omitted pursuant to a statutory provision or other rule of law or practice that is unreasonable, unjust, oppressive or improperly discriminatory,</p> <p>(iv) based in whole or in part on a mistake of law or fact or on irrelevant grounds or considerations,</p> <p>(v) related to the application of arbitrary, unreasonable or unfair procedures, or</p> <p>(vi) otherwise wrong,</p> <p>(b) in doing or omitting an act or in making or acting on a decision or recommendation, an authority</p> <p>(i) did so for an improper purpose,</p> <p>(ii) failed to give adequate and appropriate reasons in relation to the nature of the matter, or</p> <p>(iii) was negligent or acted improperly, or</p> <p>(c) there was unreasonable delay in dealing with the subject matter of the investigation,</p> <p>and the Ombudsman is of the opinion that</p> <p>(d) the grievance should be referred to the appropriate authority for further consideration,</p> <p>(e) an act should be remedied,</p> <p>(f) an omission or delay should be rectified,</p> <p>(g) a decision or recommendation should be cancelled or varied,</p> <p>(h) reasons should be given,</p> <p>(i) a practice, procedure or course of conduct should be altered,</p> <p>(j) an enactment or other rule of law should be reconsidered, or</p> <p>(k) any other steps should be taken,</p> | <p>(iii) avait lieu ou s'était produite conformément à une disposition légale ou autre règle de droit ou une pratique injuste, opprimante ou injustement discriminatoire;</p> <p>(iv) était fondée en tout ou en partie sur une erreur de droit ou de fait ou sur des considérations ou motifs non pertinents;</p> <p>(v) se rapportait à des procédures arbitraires, déraisonnables et injustes; ou</p> <p>(vi) était fautive par ailleurs;</p> <p>b) que dans une action ou une omission ou dans une prise de décision ou de suites à donner à une décision ou à une recommandation, une autorité</p> <p>(i) n'a pas agi dans un but approprié;</p> <p>(ii) n'a pas donné des raisons suffisantes et appropriées quant à la nature de l'affaire, ou</p> <p>(iii) était négligente ou n'a pas agi correctement; ou</p> <p>c) qu'il y a eu un retard indu pour considérer l'objet de l'enquête,</p> <p>et que l'Ombudsman est en outre d'avis que</p> <p>d) le grief devrait être renvoyé à l'autorité appropriée pour être examiné à nouveau;</p> <p>e) qu'une action devrait être réparée;</p> <p>f) qu'une omission ou un retard devrait être corrigé;</p> <p>g) qu'une décision ou recommandation devrait être annulée ou changée;</p> <p>h) que des raisons devraient être données;</p> <p>i) qu'une pratique, une procédure ou une façon de faire devrait être changée;</p> <p>j) qu'une loi ou autre règle de droit devrait être révisée, ou</p> <p>k) que d'autres mesures devraient être prises,</p> |
|---|---|

the Ombudsman shall report his opinion, his reasons therefor and any recommendation to the administrative head of the authority concerned.

**21(2)** Where the Ombudsman makes a recommendation under subsection (1) he may request the authority to notify him within a specified time of the steps it proposes to take to give effect to his recommendations.

**21(3)** Where, after the time stated under subsection (2), the authority does not act upon the recommendation of the Ombudsman, refuses to act thereon, or acts in a manner unsatisfactory to the Ombudsman the Ombudsman may send a copy of his report and recommendation to the Lieutenant-Governor in Council and may thereafter make a report to the Legislative Assembly.

**21(4)** The Ombudsman shall include with any report made under subsection (3) a copy of any comment made by the authority upon his opinion or recommendation.

**21(5)** In any report made by him under this Act the Ombudsman shall not make any finding or comment that is adverse to any person unless he gives that person an opportunity to be heard.

1967, c.18, s.21; 1969, c.62, s.1; 1976, c.43, s.7; 1985, c.65, s.9; 1987, c.6, s.77.

**22(1)** Where the Ombudsman makes a recommendation under subsection 21(1) and the authority does not act upon such recommendation to his satisfaction, the Ombudsman shall inform the petitioner of his recommendation and may add any comment.

**22(2)** The Ombudsman shall in any case inform the petitioner in the manner and time he deems proper of the result of the investigation.

1967, c.18, s.22; 1985, c.65, s.10.

**23** No proceeding of the Ombudsman is void for want of form and, except on the ground of lack of jurisdiction, no proceedings or decisions of the Ombudsman shall be challenged, reviewed, quashed or called in question in any court.

1967, c.18, s.23.

**24(1)** No proceedings lie against the Ombudsman or against any person holding any office or appointment under the Ombudsman for anything he may do or report or say in the course of the exercise or intended exercise of any of his functions under this Act whether or not that

l'Ombudsman doit présenter un rapport énonçant son opinion, les motifs sur lesquels elle s'appuie et ses recommandations au chef de l'autorité concernée.

**21(2)** Lorsque l'Ombudsman fait une recommandation en application du paragraphe (1), il peut demander à l'autorité de l'aviser, dans un délai déterminé, des mesures envisagées pour donner suite à ses recommandations.

**21(3)** Lorsque, après expiration du délai visé au paragraphe (2), l'autorité ne donne pas suite à la recommandation de l'Ombudsman, refuse d'y donner suite, ou prend des mesures qui ne satisfont pas l'Ombudsman, celui-ci peut transmettre une copie de son rapport et de sa recommandation au lieutenant-gouverneur en conseil et présenter ensuite un rapport à l'Assemblée législative.

**21(4)** L'Ombudsman doit joindre à tout rapport qu'il présente en application du paragraphe (3) une copie des commentaires de l'autorité au sujet de son opinion ou de sa recommandation.

**21(5)** Dans tout rapport qu'il présente en application de la présente loi, l'Ombudsman ne doit tirer aucune conclusion ni faire de commentaires défavorables à une personne à moins de lui donner l'occasion de se faire entendre.

1967, c.18, art.21; 1969, c.62, art.1; 1976, c.43, art.7; 1985, c.65, art.9; 1987, c.6, art.77.

**22(1)** Lorsque l'Ombudsman fait une recommandation en application du paragraphe 21(1) et que l'autorité n'y donne pas suite de façon satisfaisante, il doit aviser le requérant de sa recommandation et peut ajouter des commentaires.

**22(2)** Dans tous les cas, l'Ombudsman doit aviser le requérant du résultat de l'enquête de la manière et au moment qu'il juge opportuns.

1967, c.18, art.22; 1985, c.65, art.10.

**23** Aucune procédure de l'Ombudsman n'est nulle en raison d'un vice de forme et aucune procédure ou décision de l'Ombudsman ne peut être contestée, révisée, annulée ou mise en question devant une cour, sauf s'il y a eu défaut de compétence.

1967, c.18, art.23.

**24(1)** L'Ombudsman, et toute personne occupant un poste ou remplissant des fonctions relevant de l'Ombudsman, ne peut faire l'objet de procédures en raison d'actes qu'il peut faire, de rapports qu'il peut présenter ou de choses qu'il peut dire en exerçant ou en voulant exercer

function was within his jurisdiction, unless it is shown he acted in bad faith.

**24(2)** The Ombudsman or any person holding any office or appointment under the Ombudsman shall not be called to give evidence in any court or in any proceedings of a judicial nature in respect of anything coming to his knowledge in the exercise of any of his functions under this Act whether or not that function was within his jurisdiction.

1967, c.18, s.24; 1976, c.43, s.8.

**25(1)** The Ombudsman shall report annually to the Legislative Assembly on the exercise of his functions under this Act.

**25(2)** The Ombudsman, in the public interest or in the interests of a person or an authority, may publish reports relating generally to the exercise of his functions under this Act or to any particular case investigated by him, whether or not the matters to be dealt with in the report have been the subject of a report made to the Legislative Assembly under this Act.

1967, c.18, s.25; 1985, c.65, s.11; 1987, c.6, s.77.

**26** The Legislative Assembly may make general rules for the guidance of the Ombudsman in the exercise of his functions under this Act

1967, c.18, s.26.

**27** Every person who

(a) without lawful jurisdiction or excuse wilfully obstructs, hinders or resists the Ombudsman or any other person in the exercise of his functions under this Act,

(b) without lawful justification or excuse refuses or wilfully fails to comply with any lawful requirements of the Ombudsman or any other person under this Act, or

(c) wilfully makes any false statement to or misleads or attempts to mislead the Ombudsman or any other person in the exercise of his functions under this Act,

l'une de ses fonctions en application de la présente loi même si elle a été exercée hors des limites de sa compétence à moins qu'il ne soit démontré qu'il a agi de mauvaise foi.

**24(2)** L'Ombudsman, et toute personne qui occupe un poste ou remplit des fonctions relevant de l'Ombudsman, ne peut être appelé à déposer devant une cour ou dans toute procédure de nature judiciaire au sujet de ce qu'il a pu apprendre dans l'exercice de l'une de ses fonctions en application de la présente loi même si elle a été exercée hors des limites de sa compétence.

1967, c.18, art.24; 1976, c.43, art.8.

**25(1)** L'Ombudsman doit présenter à l'Assemblée législative un rapport annuel sur l'exercice de ses fonctions en application de la présente loi.

**25(2)** Dans l'intérêt public ou dans l'intérêt d'un particulier ou d'une autorité, l'Ombudsman, peut publier des rapports ayant trait à l'exercice général de ses fonctions en application de la présente loi ou à tout cas particulier qu'il a examiné, que les questions traitées dans le rapport aient ou non fait l'objet d'un rapport à l'Assemblée législative en application de la présente loi.

1967, c.18, art.25; 1985, c.65, art.11; 1987, c.6, art.77.

**26** L'Assemblée législative peut adopter des règles générales pour guider l'Ombudsman dans l'exercice de ses fonctions en application de la présente loi.

1967, c.18, art.26.

**27** Quiconque

a) délibérément et sans compétence ni justification légale, empêche l'Ombudsman ou une autre personne dans l'exercice de ses fonctions en application de la présente loi, le gêne ou lui résiste,

b) sans compétence ni justification légale, refuse de se conformer ou ne se conforme pas délibérément à une exigence légitime de l'Ombudsman ou de toute autre personne en application de la présente loi, ou

c) fait délibérément une fausse déclaration à l'Ombudsman ou à toute autre personne dans l'exercice de ses fonctions en application de la présente loi ou l'induit ou tente de l'induire en erreur,

commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category E offence.

1967, c.18, s.27; 1990, c.61, s.99.

**28** This Act does not affect, abrogate, abridge or infringe or authorize the abrogation, abridgment or infringement of any substantive or procedural right or remedy existing elsewhere or otherwise than in this Act.

1967, c.18, s.28.

commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe E.

1967, c.18, art.27; 1990, c.61, art.99.

**28** La présente loi n'abroge, ne restreint ni ne viole les droits ou recours quant au fond et à la procédure qui existent ailleurs ou autrement que dans la présente loi, ni ne leur porte atteinte, et n'autorise pas leur abrogation, leur restriction ou leur violation.

1967, c.18, art.28.

**SCHEDULE A**

- 1** Departments of the Government of the Province
- 2** A person, corporation, commission, board, bureau or other body that is, or the majority of the members of which are, or the majority of the members of the board of management or board of directors of which are
- (a) appointed by an Act, Minister or the Lieutenant-Governor in Council,
- (b) in the discharge of their duties, public officers or servants of the Province, or
- (c) responsible to the Province
- 3** Municipalities and rural communities
- 4** District education councils and school districts established under the *Education Act*
- 5** Institutions as defined in the *Adult Education and Training Act*.
- 6** Regional health authorities as defined in the *Regional Health Authorities Act*
- 7** Any other agency of the Crown in right of the Province  
1985, c.65, s.12; 1988, c.27, s.4; 1992, c.52, s.24; 1997, c.42, s.6; 2002, c.1, s.16; 2005, c.7, s.57; 2007, c.56, s.11.

**N.B.** This Act is consolidated to December 19, 2008.

**ANNEXE A**

- 1** Les ministères du gouvernement de la province
- 2** Un particulier, une corporation, une commission, un conseil, une autorité ou autre qui est, ou dont, soit la majorité des membres, soit la majorité des membres du conseil de gestion ou du conseil d'administration
- a) sont nommés par une loi, un Ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil,
- b) sont dans l'exécution de leurs fonctions, fonctionnaires publics ou employés de la province, ou
- c) sont responsables devant la province
- 3** Les municipalités et les communautés rurales
- 4** Les conseils d'éducation de district et districts scolaires établis en vertu de la *Loi sur l'éducation*
- 5** Les établissements tels que définis dans la *Loi sur l'enseignement et la formation destinés aux adultes*.
- 6** Les régies régionales de la santé selon la définition de la *Loi sur les régies régionales de la santé*
- 7** Tout autre organisme de la Couronne du chef de la province.  
1985, c.65, art.12; 1988, c.27, art.4; 1992, c.52, art.24; 1997, c.42, art.6; 2002, c.1, art.16; 2005, c.7, art.57; 2007, c.56, art.11.

**N.B.** La présente loi est refondue au 19 décembre 2008.